



Conseil économique et social

Distr. générale
7 novembre 2013
Français
Original : anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2014
21-30 janvier et 7 février 2014

**Rapports quadriennaux pour la période 2009-2012,
présentés par les organisations non gouvernementales
dotées du statut consultatif auprès du Conseil
économique et social par l'intermédiaire du Secrétaire
général en application de la résolution 1996/31 du Conseil**

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Croix verte internationale	3
2. Coalition internationale Habitat	4
3. Hadassah: Women's Zionist Organization of America	6
4. Haiti Mission	8
5. Help for the Andes Foundation	9
6. Hong Kong Women Professionals and Entrepreneurs Association	10
7. Human Rights Advocates	11
8. Human Rights Watch	12
9. Human Security Initiative Organization	14
10. ICVolontaires	16
11. Fédération indienne des associations des Nations Unies	17



12. Indigenous World Association	18
13. Initiative et changement international	20
14. Institute for International Economic Cooperation and Development	21
15. Institute for Policy Studies	23

1. Croix verte internationale

Statut consultatif général, 1997

Introduction

Croix verte internationale, dont le siège est à Genève, a un réseau d'organisations nationales dans 30 pays et travaille mondialement par l'intermédiaire de ses programmes internationaux.

Buts et objectifs de l'organisation

Croix verte internationale est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif qui répond aux problèmes de sécurité, de pauvreté et de dégradation de l'environnement au moyen du plaidoyer et de projets locaux.

Changements importants au sein de l'organisation

Il n'y a eu aucun changement important.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

Croix verte internationale a appuyé les efforts qui ont conduit en 2010 à l'adoption de résolutions par l'Assemblée générale et le Conseil des droits de l'homme, reconnaissant le droit à l'eau potable et à l'assainissement et a encouragé l'entrée en vigueur de la Convention sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation depuis son adoption en 1997 en menant des campagnes de sensibilisation au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en France, au Ghana, en Guinée, en Italie, au Mali, en Mauritanie, en Pologne, en République de Corée, au Sénégal et dans les États riverains de la rivière Niger et des bassins du lac Tchad. Croix verte internationale a coorganisé des manifestations parallèles au sixième Forum mondial de l'eau, tenu à Marseille (France), en mars 2012 et à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio de Janeiro (Brésil), en juin 2012, et a organisé une manifestation parallèle sur la recherche responsable pour la sécurité biologique mondiale au cours de la Réunion des États parties à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, tenue à Genève, en 2012. L'organisation a également lancé l'Équipe spéciale sur les changements climatiques pour stimuler une réponse internationale immédiate à la menace posée par les changements climatiques; en septembre 2009, le Secrétaire général a participé aux travaux de l'Équipe spéciale.

Participation aux réunions des Nations Unies

En octobre 2009, le fondateur de Croix verte internationale, Michael Gorbachev, a fait un exposé à l'Office des Nations Unies à Genève, intitulé « Resetting the nuclear agenda ». Croix verte internationale a organisé plusieurs manifestations pendant la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, notamment une intitulée « Painting or making the economy green » et a fait une déclaration au nom de l'Équipe spéciale sur les changements climatiques, intitulée « Action to face the urgent realities of climate change ». Elle a participé à la réunion de haut niveau « Bonheur et bien-être : définir un nouveau paradigme économique », convoquée par le Gouvernement du Bhoutan au Siège des

Nations Unies le 2 avril 2012. En décembre 2009, Croix verte internationale a organisé une manifestation parallèle à la quinzième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Copenhague.

Coopération avec des organes des Nations Unies

Croix verte internationale contribue aux travaux des Nations Unies par l'intermédiaire du Conseil économique et social, du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), du secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et d'autres organismes et institutions. Elle œuvre en partenariat avec le Programme hydrologique international de l'UNESCO et le secrétariat de la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe afin de promouvoir l'adoption d'institutions juridiques facilitant la coopération et l'utilisation durable des bassins. Au cours du sixième Forum mondial de l'eau, Croix verte internationale a signé la charte appuyant des mécanismes décentralisés de solidarité concernant l'eau et l'assainissement lancés par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Elle a organisé le Prix biennal de l'Étoile verte en 2009 et 2011, en collaboration avec ses partenaires pour l'initiative, le PNUE et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Le programme de préparation aux situations d'urgence présentant un danger pour l'environnement travaille avec les mêmes partenaires pour améliorer la préparation aux catastrophes.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement

Croix verte internationale appuie les objectifs du Millénaire pour le développement et œuvre en faveur des objectifs 2, 3, 4, 6 et 7. En 2010, le projet phare de l'organisation sur l'eau et l'assainissement, « Smart water for green schools » a fourni un accès à de l'eau potable, à l'hygiène et à l'éducation environnementale à plus de 52 000 personnes en Argentine, en Chine, au Ghana, au Kenya et dans l'État plurinational de Bolivie, réduisant les maladies transmises par l'eau, autonomisant les femmes et appuyant la promotion de l'éducation des filles. Depuis 2009, pour appuyer les objectifs 1 à 6, Croix verte internationale a fourni un appui médical, social et économique à des communautés dans des régions affectées par la catastrophe de Tchernobyl, ainsi qu'en Asie du Sud-Est, dans le Nord de l'Iraq. À l'appui de l'objectif 7, Croix verte internationale, par l'intermédiaire de son projet d'agenda scolaire « écologie », a encouragé l'éducation à la durabilité du point de vue de l'environnement auprès d'un million d'enfants en Australie, au Japon, en République de Corée et au Sri Lanka.

2. Coalition internationale Habitat

Statut consultatif spécial, 1993

Introduction

Coalition internationale Habitat est composée d'organisations de la société civile et d'individus dans 120 pays d'Afrique, des Amériques, d'Asie et d'Europe.

Buts et objectifs de l'organisation

Par l'intermédiaire de ses organisations collectives internationales et de la société civile, la Coalition internationale Habitat milite pour la défense, la promotion et le respect des droits de l'homme des collectivités sans abri, expulsées, déplacées, sans terre et sans logement adéquat, y compris celles sous occupation, dans les régions urbaines et rurales.

Changements importants au sein de l'organisation

En 2012, Coalition internationale Habitat a entrepris une évaluation générale qui a conduit à la rédaction d'une nouvelle constitution.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

Au cours de la période à l'examen, parmi ses autres activités, Coalition internationale Habitat a soumis des contributions au cours du processus qui a débouché sur la Conférence d'examen de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, en 2009; elle a participé Plan d'action pour l'égalité des sexes (2008-2013) du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat); elle a participé à l'Extraterritorial Obligations Consortium et à la Coalition internationale des ONG pour un Protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels; elle a mis au point une méthode pour suivre le droit à un logement adéquat conformément aux principes fondamentaux et aux directives des Nations Unies; elle a soumis des informations à la Mission d'établissement des faits des Nations Unies sur le conflit de Gaza ([A/HRC/12/48](#) et [Corr.1](#)) et à son suivi; elle s'est efforcée de promouvoir le droit d'avoir accès à de l'eau potable.

Participation aux réunions des Nations Unies

Coalition internationale Habitat a participé, entre autres, aux réunions suivantes : Conférence d'examen de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban (Genève, avril 2009); Consultation régionale du Proche-Orient sur les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers et autres ressources naturelles de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (Rome, octobre 2009); Forum de la FAO sur la sécurité alimentaire lors des crises prolongées (Rome, septembre 2012); Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio de Janeiro, juin 2012).

Coopération avec des organes des Nations Unies

Outre les activités mentionnées ci-dessus, Coalition internationale Habitat a participé à une présentation conjointe au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale concernant la Chine et a soumis un rapport parallèle concernant Israël. En collaboration avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, à Beyrouth et ailleurs, elle a préparé un examen et une analyse de l'utilisation des mécanismes des Nations Unies pour les droits de l'homme par les organisations de la société civile en 2009.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement

Coalition internationale Habitat a contribué au rapport du Groupe de personnalités de haut niveau chargé d'étudier le programme de développement pour l'après-2015, et a publié, en 2010, *Villes pour toutes et tous : pour le droit à la ville, propositions et expériences*, en anglais, espagnol, français et portugais.

3. Hadassah: Women's Zionist Organization of America

Statut consultatif spécial, 2001

Introduction

Hadassah, Women's Zionist Organization of America établit et soutient des institutions influentes œuvrant dans le domaine de la santé et de l'éducation, ainsi qu'en faveur de la jeunesse. La Hadassah Medical Organization, qui est le plus grand établissement de soins de santé et de recherche du Moyen-Orient, est la pierre angulaire de l'action d'Hadassah.

Buts et objectifs de l'organisation

Malgré la violence qui continue de sévir dans la région où elle œuvre, l'organisation continue de promouvoir des valeurs humanitaires, de soigner toutes les personnes qui arrivent dans ses locaux, indépendamment de la couleur de leur peau, de leur religion ou de leur origine ethnique, et s'emploie sans relâche à améliorer la coopération arabo-israélienne. Hadassah attache beaucoup d'importance à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et compte parmi les organisations à qui le Comité norvégien du prix Nobel a envisagé de remettre le prix Nobel de la paix en 2005.

Changements importants au sein de l'organisation

Il n'y a eu aucun changement important.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

Au cours de la Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, tenue à Melbourne (Australie), en août 2010, Hadassah a organisé deux ateliers sur le partage des meilleures pratiques pour améliorer la santé mondiale. Étant donné que 30 % des enfants qu'elle soigne sont Palestiniens, un immunologiste arabe travaillant pour Hadassah a contribué pour beaucoup à la création du seul registre dans le monde de donneurs arabes de moelle épinière. La Hadassah Medical Organization a formé, à la Braun School of Public Health and Community Medicine de la Hadassah-Hebrew University, des professionnels de la santé de pays du monde entier, notamment des étudiants préparant une maîtrise en santé publique. Les professionnels de la santé de l'organisation sont chefs de file dans la gestion des catastrophes et les missions de secours médicaux, plus récemment en Haïti à la suite du tremblement de terre. Des médecins et un infirmier d'Hadassah ont mis en place des unités de soins intensifs et de chirurgie et une maternité, desservant 1 111 patients.

Participation aux réunions des Nations Unies

Des représentants d'Hadassah aux Nations Unies assistent constamment à des réunions, programmes, réunions d'information et manifestations organisés par le Département de l'information; des réunions de la Commission de la condition de la femme; et des auditions informelles interactives de l'Assemblée générale avec des ONG. Les exemples de manifestations auxquelles Hadassah a participé comprennent la Journée du souvenir de l'holocauste (New York, janvier 2009); des sessions du Conseil des droits de l'homme (Genève, 2009 et 2010); les auditions informelles interactives de l'Assemblée générale avec des ONG, des organisations de la société civile et le secteur privé convoquées avant la Séance plénière de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement (New York, juin 2010); la réunion d'ouverture de la Séance plénière de haut niveau (New York, septembre 2010); le sommet pour des initiatives créatives de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) (New York, octobre 2010).

Coopération avec des organes des Nations Unies

Hadassah a coopéré avec des organes des Nations Unies en assistant à la quarante-quatrième session du Comité sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (New York, août 2009) et en participant au Forum du Comité d'ONG sur la condition de la femme, Journée de consultation (New York, février 2012).

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement

Hadassah a contribué aux objectifs du Millénaire pour le développement suivants : Objectif 2 : a fourni une éducation aux nouveaux immigrants des villages Youth Aliyah en Israël pour les enfants et les familles dysfonctionnelles; a parrainé « Read Write Now », un programme de répétiteurs en matière d'alphabétisation aux États-Unis d'Amérique; a apporté une assistance pédagogique à des enfants réfugiés de Darfour et a rénové une maternelle avec l'aide de volontaires de Young Judea; Objectif 3 : a appuyé des programmes d'autonomisation économique à l'intention de femmes arabes et juives israéliennes et a fourni une assistance aux enfants et adultes victimes de sévices sexuels; a fourni une éducation à des professionnels, a sensibilisé les communautés par l'intermédiaire du Hadassah Medical Organization Bat Ami Center; Objectif 4 : a identifié un gène mutant mortel responsable d'une insuffisance hépatique fatale chez les nourrissons et les a traité avec du soufre avec de sauver leurs vies; a sauvé la vie d'un nouveau-né souffrant d'un blocage cardiaque en fournissant un régulateur cardiaque et a corrigé le rythme cardiaque de fœtus; Objectif 5 : a réalisé des programmes communautaires de diffusion sur les soins de santé préventifs et a aidé les Palestiniens à lutter contre les décès maternels et néonataux en formant des sages-femmes/infirmières et en dispensant une éducation communautaire; Objectif 6 : a collaboré avec les Éthiopiens pendant plusieurs années pour traiter le VIH/sida chez les enfants, réduisant notablement leur taux de mortalité; Objectif 7 : le Programme de sciences d'hygiène du milieu de l'Hadassah College Jerusalem a combiné un programme d'enseignement en sciences avec un enseignement sur l'environnement et la santé, donnant aux étudiants la possibilité de travailler sur des projets environnementaux; Objectif 8 : a aidé à

mettre en place des infrastructures médicales, des programmes de soins et de traitements, l'éducation et la recherche dans des pays en développement.

4. Haiti Mission

Statut consultatif spécial, 2009

Introduction

L'organisation s'engage surtout à fournir une assistance humanitaire de base aux villages de Numéro Deux et Ravine Saab où se trouve l'église paroissiale de Notre-Dame de l'Assomption dans le diocèse de Jérémie (Haïti).

Buts et objectifs de l'organisation

Elle se propose principalement d'assurer, à chaque famille, l'accès à l'eau potable dans un rayon de 150 mètres environ. Elle mène également d'autres activités dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'amélioration de l'habitat et répond à d'autres besoins matériels de base.

Changements importants au sein de l'organisation

Il n'y a eu aucun changement important.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

Les activités de la Mission en Haïti comprennent, mais ne sont pas limitées à : a) le forage de puits (26 à la fin de 2012); b) la construction d'une école élémentaire et secondaire, comprenant une certaine formation professionnelle, à Ravine Saab, à l'intention de 200 enfants; c) la création d'une boulangerie pour livrer des repas chaque jour à des enfants de trois écoles; d) la construction de 15 maisons dans la zone du projet; e) la construction d'une installation d'aviculture; f) la distribution d'albendazole, médicament éliminant les parasites, et de multivitamines aux résidents locaux plusieurs fois par an; et c) l'achat d'un nouveau camion équipé d'un appareil de forage pour forer plus de puits.

Participation aux réunions des Nations Unies

Aucune participation n'a été spécifiée.

Coopération avec des organes des Nations Unies

Haiti Mission a assisté à un rassemblement d'ONG à New York en avril 2010 au cours duquel l'Envoyé spécial des Nations Unies pour Haïti, Bill Clinton, et son adjoint, le Dr. Paul Farmer, ont discuté des besoins pressants d'Haïti et du rôle des ONG dans le pays.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités de la Mission sont axées sur l'élaboration et la réalisation de programmes visant à relever le niveau de vie du peuple d'Haïti en forant des puits et en construisant des écoles et des maisons.

5. Help for the Andes Foundation

Statut consultatif spécial, 2009

Introduction

Help for the Andes Foundation s'efforce d'apporter des changements positifs dans la vie des populations de diverses communautés au Chili et au Pérou en élargissant les possibilités d'éducation, le développement social, la résilience et les capacités dans le domaine de la médecine. La campagne des Nations Unies pour éliminer la pauvreté a incité l'organisation à prendre des mesures en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement et d'encourager la promotion de la femme, de promouvoir le financement pour le développement, le développement social et le développement durable.

Buts et objectifs de l'organisation

La Fondation a pour mission d'améliorer la qualité de la vie individuelle et collective en mettant l'accent sur des programmes visant à renforcer les organisations, à consolider les réseaux de communication et à relever le niveau des connaissances. Elle a pour principal objectif d'améliorer le sort des populations défavorisées et de celles qui sont en proie à la souffrance en améliorant leur santé, leur éducation, leurs conditions de vie, leurs aptitudes à la communication, leurs comportements sociaux et leur adaptation à la société afin qu'elles puissent avoir une vie mieux remplie. Elle met l'accent sur quatre principaux domaines : a) l'intervention internationale en cas de catastrophe; b) le développement des capacités dans le domaine de la médecine; c) l'éducation sociale et sanitaire; et d) l'« humanisation ». Ces activités sont réalisées en organisant des ateliers et des séminaires à l'intention du personnel des hôpitaux locaux, des orphelinats, des écoles rurales, et des centres de bénévolat et de réadaptation.

Changements importants au sein de l'organisation

Il n'y a eu aucun changement important.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

Dans un effort conjoint avec les institutions gouvernementales et la communauté chilienne à Melbourne (Australie), Help for the Andes Foundation a construit un port de pêche dans la zone côtière de San Antonio (Chili), qui vise à contribuer au développement économique et social des pêcheurs et de leur communauté.

Participation aux réunions des Nations Unies

Aucune participation n'a été spécifiée.

Coopération avec des organes des Nations Unies

Aucune coopération n'a été spécifiée.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune activité n'a été spécifiée.

6. Hong Kong Women Professionals and Entrepreneurs Association

Statut consultatif spécial, 2001

Introduction

Créée en 1996, Hong Kong Women Professionals and Entrepreneurs Association est la première organisation à but non lucratif créée par un groupe de femmes cadres et chefs d'entreprises située à Hong Kong (Région administrative spéciale de la Chine).

Buts et objectifs de l'organisation

L'Association vise à développer un solide réseau de soutien, créer des possibilités d'enseignement concret et novateur et des possibilités d'affaires pour ses membres et pour des tiers et à favoriser un niveau professionnel élevé. Elle organise également des ateliers, des séminaires, des manifestations internationales et des missions pour encourager les relations avec ses homologues en République populaire de Chine et à l'étranger.

Changements importants au sein de l'organisation

La Hong Kong Women Professionals and Entrepreneurs Association Charitable Foundation a été constituée en société à responsabilité limitée en octobre 2010 pour faciliter ses travaux caritatifs.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

En mars 2012, l'Association, en collaboration avec l'Asia-Pacific Economic Corporation Business Advisory Council, a organisé la réception du Forum des femmes où, avec la participation d'ONG et de représentants d'entreprises sociales, des modèles d'entreprises sociales à Hong Kong qui se sont révélés pertinents ont été partagés.

Participation aux réunions des Nations Unies

Aucune participation n'a été spécifiée.

Coopération avec des organes des Nations Unies

Aucune coopération n'a été spécifiée.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement

Au cours de la période considérée, la Hong Kong Women Professionals and Entrepreneurs Association a réalisé des projets qui ont contribué aux travaux des Nations Unies conformément aux objectifs du Millénaire pour le développement.

Ces activités étaient les suivantes : a) en partenariat avec la Polytechnic University of Hong Kong, fournir un appui psychologique aux victimes traumatisées à la suite du tremblement de terre à Qing hai (Chine) en 2010; b) achever le projet « Building environmental – and energy-wise professionals and small and medium enterprises » réalisé avec deux groupes environnementaux locaux en vue de promouvoir, à Hong Kong, la sensibilisation à l'environnement et aux changements climatiques mondiaux. Le projet offrait des programmes de formation et des audits énergétiques de petites et moyennes entreprises en vue de réduire les émissions de carbone et d'économiser l'énergie; c) continuer à organiser d'importantes manifestations pour militer en faveur de la promotion de la femme, notamment en faisant connaître les excellents résultats obtenus par d'éminentes femmes dirigeantes et en organisant des séminaires de réseautage à Hong Kong et en participant à d'importantes manifestations en Chine et à l'étranger afin de promouvoir l'égalité des sexes; d) répondre activement à la consultation du gouvernement de Hong Kong sur les questions politiques en préparant des documents sur la réforme des soins de santé, le Programme de protection sanitaire volontaire, le droit de la concurrence, l'Examen des normes de qualité de l'air et le salaire minimum.

7. Human Rights Advocates

Statut consultatif spécial, 1985

Introduction

Human Rights Advocates est une organisation à but non lucratif créée conformément aux lois de la Californie (États-Unis). Elle a été constituée en société à responsabilité limitée en 1981 et a reçu le statut consultatif auprès du Conseil économique et social en 1985.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a été créée pour éduquer et fournir des informations sur les droits de l'homme et les Nations Unies aux personnes intéressées. Human Rights Advocates participe régulièrement aux réunions des organes chargés des droits de l'homme.

Changements importants au sein de l'organisation

Il n'y a eu aucun changement important.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

Human Rights Advocates fournit régulièrement des rapports et des déclarations écrites au Conseil des droits de l'homme et à la Commission de la condition de la femme ainsi qu'aux organes conventionnels. Elle a soumis un rapport sur des mesures spéciales au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

Participation aux réunions des Nations Unies

Chaque année, Human Rights Advocates a participé aux réunions du Conseil des droits de l'homme et de la Commission de la condition de la femme. Elle a à

plusieurs reprises assisté à des réunions du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et du Comité des droits de l'homme. Elle a également assisté à un certain nombre de forums, notamment un tenu en décembre 2012 sur les entreprises et les droits de l'homme. Human Rights Advocates a participé à un débat sur les droits de l'enfant tenu pendant la dix-neuvième session du Conseil des droits de l'homme.

Coopération avec des organes des Nations Unies

Elle a répondu à des demandes d'informations présentées par le Conseil des droits de l'homme et des organes conventionnels sur un certain nombre de questions.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement

Elle incorpore des références pertinentes aux objectifs du Millénaire pour le développement dans les rapports qu'elle soumet, telles que celles relatives au droit à l'alimentation.

8. Human Rights Watch

Statut consultatif spécial, 1993

Introduction

L'organisation Human Rights Watch se consacre à la promotion et à la protection des droits de l'homme de par le monde. Elle mène des enquêtes sur les violations des droits de l'homme commises dans quelque 80 pays et les met au jour. Elle s'associe aux victimes et aux militants pour lutter contre la discrimination, défendre les libertés politiques, protéger les victimes de comportements illicites en temps de guerre et faire traduire les coupables en justice. En 2008, Human Rights Watch a reçu le Prix des Nations Unies pour la cause des droits de l'homme en reconnaissance de son remarquable travail dans le domaine des droits de l'homme. Il s'agit de la plus importante organisation internationale de défense des droits de l'homme située aux États-Unis d'Amérique.

Buts et objectifs de l'organisation

Les thèmes des programmes de l'organisation comprennent : les armes; les entreprises et les droits de l'homme; les droits des enfants; les situations d'urgence; la santé et les droits de l'homme; la justice internationale; les droits des lesbiennes, des homosexuels, des bisexuels et des personnes transgenre; les réfugiés; le terrorisme et la lutte contre le terrorisme; et les droits des femmes.

Changements importants au sein de l'organisation

Il n'y a eu aucun changement important.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

Tout au long de la période considérée, Human Rights Watch a fréquemment partagé ses résultats et recommandations sur diverses questions avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, le Haut-Commissariat pour les réfugiés, le

Secrétaire général et son Bureau, et différents départements du Secrétariat à New York, à Genève et sur le terrain. Ses représentants ont assisté à des sessions des organes conventionnels chargés des droits de l'homme, ont rencontré des rapporteurs spéciaux des Nations Unies et des experts indépendants et ont partagé des rapports avec eux, et ont soumis des contributions écrites à chacune des sessions de l'examen périodique universel. En juin 2010, Human Rights Watch a publié *En finir avec le syndrome de la sélectivité : L'examen du Conseil des droits de l'homme prévu en 2011*, qui faisait des recommandations pour l'examen du Conseil qui devait être réalisé par l'Assemblée générale en 2011. Des représentants de l'organisation ont assisté à des consultations informelles du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée chargé d'examiner les activités et le fonctionnement du Conseil des droits de l'homme (Genève et New York, octobre 2010 et juin 2011) et y ont fait des déclarations orales. Elle a milité en faveur de questions relatives aux droits de l'homme au Conseil de sécurité à New York, notamment en partageant des informations par l'intermédiaire de la Formule Arria sur des questions telles que l'Armée de résistance du Seigneur (juin 2012) et les enfants et les conflits armés (juillet 2012).

Participation aux réunions des Nations Unies

Human Rights Watch a participé aux sessions ordinaires et extraordinaires du Conseil des droits de l'homme, tenue à Genève au cours de la période à l'examen. Elle a coorganisé diverses manifestations parallèles au cours de ces sessions, notamment sur les droits des employés de maison immigrés (mars 2010) et l'accès aux soins palliatifs (juin 2011). Elle a également participé aux sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme (2009-2012); à la première session du Groupe de travail à composition non limitée chargé de mieux protéger les droits fondamentaux des personnes âgées (août 2012); aux troisième, quatrième et cinquième sessions de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées (2010-2012); à la cinquième session de la Commission du développement social (février 2012); au débat thématique informel de l'Assemblée générale sur les migrations internationales et le développement (mai 2011); à la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles (septembre 2011) et à la Réunion de haut niveau sur l'état de droit aux niveaux national et international (septembre 2012). Human Rights Watch a coorganisé de nombreuses manifestations en marge des réunions susmentionnées, notamment sur les femmes et les filles handicapées (septembre 2010), l'éducation inclusive pour les enfants handicapés (septembre 2011), les femmes, la paix et la sécurité (octobre 2011), l'intégration des considérations liées à l'égalité des sexes et aux handicaps dans le programme de développement (février 2012), la violence à l'égard des enfants handicapés (septembre 2012) et la peine de mort (octobre 2012).

Coopération avec des organes des Nations Unies

Comme indiqué ci-dessus, Human Rights Watch a fréquemment consulté divers organes et institutions des Nations Unies et contribué à leurs travaux, notamment le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et le Haut-Commissariat pour les réfugiés, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement

Pendant la période considérée, Human Rights Watch a entrepris diverses initiatives à l'appui des objectifs de développement mondiaux, particulièrement dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement et de l'environnement. Ces initiatives comprennent la préparation de rapports sur des questions telles que l'accès des migrants aux soins de santé en Afrique australe (décembre 2009), les obstacles à la prévention et au traitement de la fistule au Kenya (juillet 2010); la réponse de l'État au VIH aux États-Unis (mars 2011); l'accès aux soins palliatifs en Ukraine (mai 2011); la santé et la sécurité des femmes et des filles en Haïti (août 2011); et les répercussions sur la santé des tanneries au Bangladesh (octobre 2012).

Human Rights Watch a fréquemment mené des consultations avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et des États Membres sur les questions relatives à la santé et aux droits de l'homme, notamment l'inclusion des soins palliatifs dans la Déclaration politique de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles, le Cadre mondial de suivi pour les maladies non transmissibles de l'OMS et le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles, 2013-2020; l'incorporation des soins palliatifs dans les activités relatives à la couverture sanitaire universelle; et la Convention de Minamata sur le mercure.

9. Human Security Initiative Organization

Statut consultatif spécial, 2009

Introduction

La Human Security Initiative Organization vise à promouvoir la notion et les perspectives de sécurité humaine; prévenir la prolifération et l'utilisation illicites des armes de petit calibre et des armes légères; interdire l'enrôlement d'enfants soldats et promouvoir des programmes pour leur réinsertion; lutter contre le trafic de drogues et la toxicomanie; protéger contre les mines terrestres; protéger les droits de l'homme; et diffuser une culture de paix et de règlement des conflits.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation atteint ses buts et réalise ses objectifs grâce aux activités suivantes : a) recherche et entretien d'une base de données; b) formation; c) plaidoyer, élaboration de politiques et formulation d'un ordre du jour; d) campagnes d'éducation du public; e) renforcement des capacités subjectives de l'organisation; f) réalisation de programmes de protection, réinsertion et développement; g) conclusion de contrats et gestion de projets; et h) suivi du respect.

Changements importants au sein de l'organisation

Il n'y a eu aucun changement important.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

Les activités réalisées au cours des quatre dernières années comprennent : a) la consolidation de la paix : éducation en matière de désarmement et efforts pour limiter les armes légères et de petit calibre illicites tels que la campagne pour faire de Khartoum une zone exempte d'armes et de violence, 2010-2012; le renforcement du rôle des chanteuses traditionnelles au Soudan (*hakamat*) dans la consolidation de la paix par l'intermédiaire d'ateliers; b) la santé : la prévention du VIH/sida et de la violence à l'égard des femmes grâce à un projet coordonné au sein du Réseau soudanais du sida (2010); c) éducation civique : éducation des électeurs et projet d'observation des élections (2010); la promotion de la participation des jeunes par l'intermédiaire d'un projet de transition démocratique (2011); un projet de réforme électorale (2011); d) sécurité humaine : réalisation d'études et de recherches sur, par exemple, les caractéristiques des menaces à la sécurité humaine et au développement au Soudan (2011) et une étude de cas sur la situation des femmes dans les camps pour personnes déplacées à l'intérieur de leur pays dans l'État de Khartoum; création d'un Centre pour les études sur la sécurité humaine (2011).

Participation aux réunions des Nations Unies

La Human Security Initiative Organization a participé en qualité d'observateur aux auditions informelles interactives de l'Assemblée générale avec des ONG, la société civile et le secteur privé (New York, juin 2010) et à la cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme (New York, 2012).

Coopération avec des organes des Nations Unies

En 2010, la Human Security Initiative Organization a coopéré avec le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) dans sa campagne pour mettre fin à la violence contre les femmes comme moyen de prévenir le VIH/sida. En 2011, elle a travaillé en partenariat avec ONU-Femmes au Soudan pour mettre en œuvre un projet à l'intention des femmes dans les camps pour personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays dans l'État de Khartoum pour éduquer les jeunes filles et les femmes en ce qui concerne la problématique hommes-femmes et les droits de l'homme. De 2010 à 2012, en collaboration avec le PNUD, elle a réalisé des programmes de réinsertion à l'intention des anciens combattants dans le Kordofan méridional, qui appuyaient la réinsertion sociale à long terme et l'autonomisation économique grâce à des activités génératrices de revenus et à la formation professionnelle.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement

La plupart des travaux entrepris par l'organisation pour autonomiser les femmes sur le plan politique, économique et social afin qu'elles jouent leur rôle dans la société entrent dans le cadre de l'objectif 3 du Millénaire pour le développement. L'organisation a aidé à sensibiliser les femmes en ce qui concerne leurs droits et la problématique hommes-femmes, et à renforcer la capacité des femmes en développant des compétences qui leur permettent d'améliorer leurs conditions de vie par elles-mêmes. Elle a également contribué au rapport officieux sur l'état de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement au Soudan en qualité de représentant local et de voix de la communauté, suivant la

mise en œuvre des objectifs, identifiant les obstacles et proposant des recommandations pour accélérer les progrès vers leur réalisation au Soudan.

10. ICVolontaires

Statut consultatif spécial, 2005

Introduction

ICVolontaires est une organisation internationale à but non lucratif spécialisée dans les communications. Située à Genève, ICVolontaires est constituée en fédération internationale depuis 2005 et a des bureaux et des représentants dans plusieurs autres pays, notamment en Afrique du Sud, au Brésil, en Espagne, en France, au Mali et au Sénégal. Au 30 mars 2013, le réseau d'ICVolontaires comprenait 14 214 volontaires inscrits, originaires de 180 pays et parlant 175 langues. Depuis 2005, environ 140 000 heures ont été contribuées de manière bénévole à des projets sociaux et humanitaires.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour but de recruter, de former et de coordonner des volontaires pour exécuter des projets à but non lucratif (soutien aux conférences, cybervolontariat et services linguistiques), que ce soit pour ses propres programmes ou dans le cadre de l'appui qu'elle offre à ses entités partenaires. La vision d'ICVolontaires est celle d'un monde meilleur grâce au partage des connaissances et du savoir par le biais du volontariat. Le but de sa mission est de créer des opportunités de développement et d'engagement sur le plan personnel et professionnel par le biais du volontariat et d'appuyer des partenaires dans la réalisation de programmes sociaux et éducatifs au moyen d'opérations sur le terrain et du réseautage.

Changements importants au sein de l'organisation

Il n'y a eu aucun changement important.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

Pendant la période couvrant 2009-2012, l'organisation a organisé des activités à l'appui des principes mondiaux. Elle a participé aux Journées mondiales, notamment à la Journée internationale de la langue maternelle, le 21 février; la Journée internationale de la paix, le 21 septembre; et la Journée internationale des volontaires, le 5 décembre.

Participation aux réunions des Nations Unies

De 2009 à 2012, ICVolontaires a participé aux forums annuels de suivi du Sommet mondial sur la société de l'information, sous la direction de l'Union internationale des communications (UIT), à Genève. En 2011 et 2012, l'UIT a reconnu l'excellence des projets réalisés par ICVolontaires.

Coopération avec des organes des Nations Unies

1. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme : appui par l'intermédiaire du réseau d'interprètes d'ICVolontaires pour organiser une formation à l'intention de populations autochtones et de minorités (2011, 2012).
2. Organisation mondiale de la santé : assistance pour l'organisation du Geneva Health Forum.
3. UIT : participation de l'UIT à un colloque sur les technologies de l'information et des communications pour l'Afrique, organisé par ICVolontaires en 2012.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement

ICVolontaires a de plus entrepris des activités spécifiques afin de promouvoir la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Ces activités sont les suivantes : le projet E-TIC (technologies de l'information et des communications) qui fournit de meilleures informations aux éleveurs et aux agriculteurs dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest (Sénégal et Mali) (objectif 1); la promotion de l'égalité de sexes : l'Ethical Fashion Initiative – les travaux consistent à documenter le projet, organiser les activités de communications et la formation aux technologies d'information et de communications (Ghana) (objectif 2); œuvrer avec les jeunes d'écoles publiques et privées pour mieux les sensibiliser aux questions relatives à l'environnement et au développement durable. Cela comprend le lancement de cartes vertes pour le développement et l'organisation d'une campagne mondiale de photographie sur le thème du développement durable, de la citoyenneté et du volontariat (objectif 7).

11. Fédération indienne des associations des Nations Unies

Statut consultatif spécial, 2005

Introduction

La Fédération indienne des associations pour les Nations Unies (IFUNA) a été créée en tant qu'organisation non gouvernementale, volontaire, à but non lucratif, pour promouvoir la paix et la compréhension internationales, tels qu'elles sont envisagées dans la Charte des Nations Unies, et pour approfondir les activités des Nations Unies et de ses institutions spécialisées. La Fédération a été lancée en 1960 et inaugurée par Jawaharlal Nehru, Premier Ministre de l'Inde.

Buts et objectifs de l'organisation

Les objectifs de la Fédération sont notamment : de coordonner les associations des Nations Unies et de coopérer, le cas échéant, avec d'autres organes similaires ayant pour vocation d'approfondir les objectifs des Nations Unies en Inde; s'associer à la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies et travailler dans ce cadre; d'éduquer le public en ce qui concerne les travaux des Nations Unies.

Changements importants au sein de l'organisation

Il n'y a eu aucun changement important.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

Les contributions de la Fédération comprennent l'organisation des manifestations suivantes : la Conférence régionale Asie-Pacifique des associations des Nations Unies (New Delhi, mars 2009); la célébration de la Journée mondiale de l'environnement (Shimla (Inde), 5 juin 2009); la trente-neuvième assemblée plénière de la Fédération mondiale des associations des Nations Unies (Séoul, août 2009); une table ronde sur les changements climatiques, en collaboration avec les associations des Nations Unies de la Chine et de la Suède (Beijing, octobre 2010); « l'ONU mise en scène » (Mumbai, novembre 2010); et un séminaire sur les changements climatiques (Chhattisgarh (Inde), juin 2011).

Participation aux réunions des Nations Unies

Aucune participation n'a été spécifiée.

Coopération avec des organes des Nations Unies

Aucune coopération n'a été spécifiée.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement

La Fédération contribue à l'objectif 4 du Millénaire pour le développement.

12. Indigenous World Association

Statut consultatif spécial, 1985

Introduction

L'Indigenous World Association encourage la participation de représentants autochtones dans le système des Nations Unies. La plupart des peuples, nations et organisations autochtones n'ayant pas de statut consultatif auprès du Conseil économique et social, l'Association leur fournit un moyen d'assister aux réunions des Nations Unies et de s'impliquer.

Buts et objectifs de l'organisation

L'Association promeut les droits des populations autochtones dans de nombreux domaines, notamment les droits de l'homme, les droits des femmes et des enfants autochtones, la protection des terres autochtones, la protection de l'environnement pour un développement durable, la lutte contre le racisme à l'égard des peuples autochtones, la protection de la diversité biologique, l'atténuation de la pauvreté, les communications et l'utilisation de l'Internet, la souveraineté alimentaire, les droits des personnes handicapées et autres droits émergents. Elle s'attache à organiser des réunions internationales de représentants autochtones avant la tenue d'importantes réunions des Nations Unies qui intéressent les peuples autochtones.

Changements importants au sein de l'organisation

L'Association a changé son siège en 2009.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

L'Association a été active dans un certain nombre de domaines. Une de ses tâches les plus importantes est de communiquer avec les représentants autochtones qui assistent aux réunions des Nations Unies. Cela est un important élément de l'autonomisation des peuples autochtones afin de contrôler leurs propres vies et de se développer comme ils le souhaitent. Les peuples autochtones non seulement affectent les délibérations aux Nations Unies, mais ils peuvent également communiquer entre eux pour partager les expériences positives des peuples et communautés autochtones en ce qui concerne l'atténuation de la pauvreté, le partage des ressources, le réseautage, les compétences en matière de négociation et les stratégies coopératives.

Participation aux réunions des Nations Unies

Au cours des quatre dernières années, l'Indigenous World Association a assisté aux réunions suivantes : la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale consacrée à la célébration du dixième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban (New York, septembre 2011), à laquelle l'Association a été invitée à prendre la parole; la Conférence d'examen de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban (Genève, avril 2012), où elle a contribué au rapport; les sessions annuelles de l'Instance permanente sur les questions autochtones (New York, 2009-2012); les sessions annuelles du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones (Genève, 2009-2012); l'examen périodique universel de la Bolivie (Genève, 2011); et l'examen du Canada par le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (Genève, février 2012).

Coopération avec des organes des Nations Unies

Chaque année pendant la période considérée, l'Indigenous World Association a organisé des réunions à New York entre des représentants autochtones et les membres de l'Instance permanente sur les questions autochtones et à Genève avec les membres du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, le jour précédent la session annuelle des organes respectifs.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement

Les peuples autochtones étant les plus pauvres des pauvres dans les pays où ils vivent, l'Indigenous World Association s'efforce d'intégrer les questions autochtones dans l'ensemble des Nations Unies. La santé, l'éducation et la pauvreté ont toutes un rapport avec le droit des peuples autochtones de contrôler leurs propres vies et de se développer comme ils le souhaitent. L'Association s'efforce de promouvoir la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

13. Initiative et changement international

Statut consultatif spécial, 2005

Introduction

Initiative et changement international est un réseau international ouvert aux peuples de toutes cultures et milieux qui sont attachés à la transformation de la société grâce aux changements des motifs et comportements humains. Elle comprend 32 associations nationales. Elle met l'accent tout particulièrement sur le renforcement de la confiance, la déontologie et les modes de vie durables.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation pense que les peuples peuvent eux-mêmes personifier les changements qu'ils désirent voir dans le monde. La mission est d'inspirer, d'équiper et de connecter les peuples pour répondre aux besoins mondiaux, à commencer par eux-mêmes.

Changements importants au sein de l'organisation

Un processus de consultation interne entre ses membres a conduit à une définition plus claire des travaux de l'organisation et a débouché sur un nouveau document « Cadre d'action commune ». Il existe maintenant des associations nationales en Ukraine, en Éthiopie et au Soudan du Sud.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

Initiative et changement international a une tendance naturelle à relier la paix, la sécurité, le développement et les droits de l'homme par l'intermédiaire d'une variété de programmes, notamment ceux réalisés dans ses deux larges centres de conférence. Chaque été, le centre de Caux (Suisse) dispense des cours de déontologie et de bonne gouvernance à plus de 1 500 personnes, alors que celui de Panchgani (Inde) offre les mêmes cours à plus de 6 000 personnes par an. Le programme « Hope in the Cities », qui a débuté à Richmond, Virginie (États-Unis) pour aider les communautés à cicatiser les traumatismes causés par le racisme, a atteint plus de 700 personnes par an. Le programme dans la région des Grands Lacs en Afrique, réalisé avec l'aide du Département des affaires étrangères de la Suisse, a soutenu les efforts de consolidation de la paix au Burundi et a aidé à ouvrir la voie à un dialogue politique par l'intermédiaire d'ateliers à l'intention de politiciens organisés à Bujumbura et à Caux.

Participation aux réunions des Nations Unies

Un représentant d'Initiative et changement international a pris la parole au cours d'une manifestation parallèle à la Journée internationale de la paix, organisée par la Mission permanente du Costa Rica auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, le 21 septembre 2012; l'organisation a suivi de près les délibérations du groupe de travail intergouvernemental chargé de négocier progressivement un projet de déclaration des Nations Unies sur le droit à la paix. Au cours de la période considérée, l'organisation a également assisté aux Conférences des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenues en 2009, 2010 et 2011, et à la Conférence des Nations Unies sur le développement

durable, tenue en juin 2012. Elle a également assisté régulièrement aux réunions du Conseil des droits de l'homme, tenues à Genève.

Coopération avec des organes des Nations Unies

Initiative et changement international a entrepris quatre visites au Tchad en 2012 pour aider à mettre en place un réseau national de médiateurs et le service cinématographique de l'organisation a été invité par le PNUD à documenter le processus. Initiative et changement en France a organisé des ateliers d'éducation en matière de paix à l'intention de 4 500 étudiants, âgés de 7 à 14 ans, dans 55 écoles en France; ce programme est devenu un projet pilote de l'UNESCO en 2012. Au cours du Caux Forum for Human Security, en 2011 et 2012, le secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification a coparrainé une manifestation d'une journée sur la restauration des sols.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement

Les travaux de l'organisation se concentrent sur les objectifs du Millénaire pour le développement suivants :

- a) Objectif 1 : dans le cadre d'un programme de développement rural en Inde, l'organisation forme plus de 200 hommes et femmes ruraux par an à la couture et la réparation des téléphones portables pour les aider à démarrer leurs propres entreprises; un autre programme a été lancé pour former environ 250 agriculteurs par an, principalement en Afrique de l'Est, afin de partager leur expertise, promouvoir la consommation locale et atténuer la pauvreté;
- b) Objectif 3 : un programme de consolidation de la paix par les femmes locales fournit une formation à plus de 300 femmes pour faciliter les sessions du « peace circle » dans plus de 30 pays, autonomisant plus de 2 500 femmes;
- c) Objectif 7 : l'organisation favorise la formation de plus de 100 agriculteurs par an en matière d'agriculture écologiquement viable et de renforcement des capacités de gestion des ressources naturelles;
- d) Objectif 8 : la série de conférences de l'organisation sur la confiance et l'intégrité dans une économie mondiale rassemble environ 200 participants par an à Caux; dans le cadre de sa table ronde, les responsables des affaires se réunissent et discutent des affaires au niveau international et des questions relatives au commerce.

14. Institute for International Economic Cooperation and Development

Statut consultatif spécial, 1993

Introduction

L'Institute for International Economic Cooperation and Development est une organisation à but non lucratif créée en 1966. Elle est composée d'éminentes personnalités du monde politique et des milieux culturels et des affaires. En 1990, l'Institut s'est affilié à l'Association européenne des instituts de formation et de recherche sur le développement en tant que membre institutionnel. En 1995, il a

reçu le statut d'« organe internationaliste » du Ministère des affaires étrangères de l'Italie.

Buts et objectifs de l'organisation

L'Institut a pour but de promouvoir le développement économique des pays en développement et des pays émergents, des pays d'Europe centrale et orientale et des nouveaux États indépendants en fournissant une information, des services de recherche, des services consultatifs et une assistance technique concernant la coopération économique internationale et le développement.

Changements importants au sein de l'organisation

Il n'y a eu aucun changement important.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

En juin 2009, l'Institut a organisé aux Central State Archives, en coopération avec l'Associazione Prometeo, une conférence pour examiner les questions importantes pour le développement futur de la société italienne et européenne, telles que l'intégration des enfants de la deuxième génération d'immigrants et le conflit entre leur culture d'origine et celle de leur société d'adoption.

Participation aux réunions des Nations Unies

Aucune participation n'a été spécifiée.

Coopération avec des organes des Nations Unies

L'Institut réalise des activités de coopération et échange des informations avec des organisations des Nations Unies telles que la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la FAO, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Centre d'information des Nations Unies en Italie, à Malte et au Saint-Siège, et avec d'autres organisations internationales telles que la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement

L'Institut a entrepris une initiative importante en Ukraine sur des questions relatives à l'environnement et aux déchets. À la suite d'une réunion tenue à Kiev en avril 2012, un protocole a été signé avec les autorités ukrainiennes. De 2009 à 2012, l'Institut a réalisé des recherches sur des questions clés et des programmes de coopération pour le développement et a produit des études et des publications sur des questions concernant les nouvelles stratégies relatives au commerce international, la croissance industrielle et le transfert des technologies conformément aux principes et actions des Nations Unies.

15. Institute for Policy Studies

Statut consultatif spécial, 1977

Introduction

Émanation de l'Institute for Policy Studies, le Transnational Institute, créé en 1974, est l'un des premiers instituts de recherche qui soit transnational par son nom, sa composition, son orientation et son approche. Il entend susciter et promouvoir la coopération internationale pour l'étude et la recherche de solutions possibles aux problèmes mondiaux tels que les conflits armés, la pauvreté, la marginalisation, l'injustice sociale et la dégradation de l'environnement. Le cœur de l'institut est constitué par un réseau mondial de chercheurs indépendants et de militants de causes sociales. Au fil des années, des partenariats étroits se sont tissés avec de nombreuses organisations non gouvernementales en Afrique, en Asie, en Amérique latine, en Europe orientale et occidentale, ainsi qu'aux États-Unis.

Buts et objectifs de l'organisation

L'Institut a pour objectifs d'entreprendre, promouvoir et superviser la recherche dans les domaines de la culture, des politiques et des sciences sociales; et d'instaurer et promouvoir une coopération internationale dans l'étude des problèmes mondiaux tels que la pollution, le militarisme, l'injustice sociale, le racisme et le développement et la recherche de solutions. Il s'efforce de réaliser ses objectifs en dispensant des cours, en organisant des congrès scientifiques internationaux et en collaborant avec des organisations à but non lucratif qui ont des objectifs similaires.

Changements importants au sein de l'organisation

Il n'y a eu aucun changement important.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

Pendant la période considérée, l'Institut a contribué à la recherche d'une solution au problème mondial de la drogue et a travaillé sur des questions relatives aux changements climatiques et à l'approvisionnement en eau.

Participation aux réunions des Nations Unies

L'Institut a assisté à la session annuelle de la Commission des stupéfiants (Vienne, mars 2009); il a représenté le Comité d'ONG sur les stupéfiants de Vienne lors de discussions formelles à une table ronde sur la lutte contre le trafic et l'approvisionnement illicites de drogues, et le développement alternatif, tenue lors des sessions annuelles de la Commission en 2010, 2011 et 2012. Il a également assisté aux Conférences des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques en 2009, 2011 et 2012; au Comité sur la sécurité alimentaire de la FAO en 2010, 2011 et 2012; au Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises du Conseil des droits de l'homme et à des réunions d'information de la société civile tenues par le Représentant spécial du Secrétaire général en 2011, et au débat public sur les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme élaborés par le Représentant spécial, également en 2011.

Coopération avec des organes des Nations Unies

Des représentants de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et de l'OMS ont régulièrement assisté aux dialogues informels sur les politiques en matière de drogues et aux séminaires d'experts tels que les dialogues en Asie du Sud-Est tenus en 2009, 2010, 2011 et 2012 à Bangkok, organisés avec le Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit en collaboration avec l'Office of the Narcotics Control Board en Thaïlande. L'Institut a coordonné le Reclaim Public Water Network, qui a aidé à former l'Alliance mondiale des opérateurs de l'eau, accueillie par ONU-Habitat, et a été membre de son Comité directeur en 2009, 2010 et 2011.

Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement

L'Institut a mis particulièrement l'accent sur les objectifs 1, 6, 7 et 8 du Millénaire pour le développement par l'intermédiaire de ses programmes sur les drogues (objectifs 1 et 6), sur l'eau (objectif 6), sur le commerce et les investissements (objectif 8), sur la justice agraire (objectifs 1 et 7) et la justice environnementale.
